



2012, UNE FRANCE SANS FRANCAFRIQUE !

En 2012, la Françafrique se porte bien et continue de faire des ravages, contrairement aux promesses de « rupture » tenues en 2007 par le candidat Nicolas Sarkozy. En droite ligne avec 50 ans de politique néocoloniale en Afrique, l'actualité de ces 5 dernières années est jalonnée par

- des **interventions militaires**, comme en Côte d'Ivoire pour mettre un président docile au pouvoir en 2011, ou au Tchad en soutien au dictateur Idriss Deby en 2008 !

- la **caution des dictateurs** comme Sassou Nguesso, dictateur criminel du Congo Brazzaville, reçu à l'Élysée en février 2012 ou le soutien à la réélection de Paul Biya, dictateur camerounais au pouvoir depuis 30 ans !

- la **collusion du politique et du business prédateur des grandes entreprises françaises**, aux dépens des populations, de l'environnement, de leur économie, comme pour l'exploitation de l'uranium par Areva au Niger, un des pays les plus pauvres du monde, ou de Bolloré au Cameroun.

- une **ingérence monétaire de la France sans cesse renouvelée**, du fait de son poids dans les institutions monétaires de la zone Franc CFA

- une **politique néocoloniale** au mépris du droit international, comme pour la départementalisation de Mayotte, qui appartient pourtant à l'archipel des Comores.

- des affaires de **corruption, de fraude, de financement occulte de la vie politique française**, trop souvent impunies grâce à une justice mise sous pression, comme dans le cas de l'Angolagate, de l'assassinat du juge Borrel ou des Biens mal acquis des dictateurs africains en France.

Face à cet état de fait, les Africains, dépossédés de leur parole, de leurs terres, de leurs richesses par des gouvernants et de dictateurs acquis en particulier aux intérêts économiques et géopolitiques de la France sont en colère : en 2011, suite aux révolutions en Tunisie ou en Egypte, de grands mouvements sociaux se sont développés, de Dakar à Libreville, pour contester les régimes en place.

Les dirigeants politiques et les partis ne peuvent plus brandir le dogme de la stabilité et se contenter de prendre acte de ces changements, ils doivent enfin écouter ce que leur disent ces Africains et s'engager pour une politique plus juste.

Les programmes de la plupart des partis pour les élections de 2012, prônent la fin de la « Françafrique », souvent mise entre guillemets et évoquée de façon floue, sans mesures précises pour y mettre un terme.

Ce n'est pas suffisant ! Survie leur demande d'aller plus loin et de s'engager sur des mesures concrètes pour une politique de la France en Afrique réellement au service des peuples.



2012, UNE FRANCE SANS FRANCAFRIQUE !

5 MESURES PHARES

Pour une politique de la France en Afrique, responsable et transparente, Survie demande en priorité

1. Un rôle accru du Parlement

- Le **contrôle du parlement français sur la politique étrangère** et de coopération, notamment à travers la remise d'un rapport par le gouvernement et un débat d'orientation annuels
- Le **vote du Parlement avant toute opération extérieure** et le suivi régulier de chaque opération engagée
- La création d'une **commission d'enquête parlementaire chargée de dresser le bilan de la politique de la France en Afrique** depuis les indépendances
- La **restriction du 'domaine réservé' du Président de la République** en matière de politique étrangère, et la clarification du rôle des ministères et secrétariats d'Etat (Affaires Etrangères, Finances, Coopération, Défense)

2. La fin du soutien aux dictatures et le respect de la souveraineté des peuples

- L'**arrêt du soutien politique et diplomatique et de toute coopération militaire et policière** avec les régimes dictatoriaux
- Le **transfert de la souveraineté monétaire** en vue de la suppression du Franc CFA
- La **remise en cause du dispositif d' 'Aide Publique au Développement'**, outil de profits et d'ingérence économique et politique, au profit d'une véritable politique de redistribution des richesses et d'accès de tous aux biens publics (en priorité dans un cadre multilatéral)
- Le **soutien aux sociétés civiles luttant pour instaurer un état de droit** (en priorité dans un cadre multilatéral), en particulier lors des processus électoraux et dans leurs démarches contre l'impunité, la corruption et pour la restitution des biens mal acquis

3. La fin de l'ingérence militaire et sécuritaire française en Afrique

- La **fermeture des bases militaires**
- L'**arrêt des opérations extérieures permanentes**
- La proscription d'opérations extérieures sous commandement ou uniforme français, **y compris sous mandat multilatéral**

4. Un cadre juridique et législatif pour les activités économiques, permettant de lutter contre la fraude et la corruption

- Une législation contraignante sur la **responsabilité sociale et environnementale des entreprises**, étendant la responsabilité juridique des sociétés françaises et européennes à leurs filiales à l'étranger
- Une législation sur la **transparence fiscale** obligeant les multinationales à publier leurs comptes pays par pays
- Le renforcement des **moyens de lutte contre la corruption**, la suppression du secret bancaire et la transmission automatique des données fiscales entre territoires

5. Une justice indépendante et la fin de l'impunité des crimes liés à la Françafrique

- La **vérité sur l'implication de la France dans le génocide des Tutsi** du Rwanda en 1994, notamment par la création d'une commission d'enquête parlementaire
- L'**arrêt des entraves à la justice** par les pressions politiques ou le recours au secret Défense
- Des moyens d'action accrus pour le **pôle judiciaire** spécialisé dans les crimes contre l'humanité, de guerre, génocide et torture.